

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 18 AVRIL 2014

SOMMAIRE

- 1) Dur dur
- 2) Cela va changer quoi !
- 3) Kif-kif-bourricot
- 4) Le passé revient au galop !!
- 5) De tous les mots...
- 6) Il faut changer
- 7) Halte à tout...
- 8) Pourquoi pas une autre voie



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Plan d'économies de 50 milliards : "Aucune de ces mesures ne sera indolore"



Le Premier ministre a présenté mercredi son plan d'économies de 50 milliards d'euros.
(LIONEL BONAVENTURE/AFP)

"Potion amère", "rigueur", "choc d'austérité"... Les éditorialistes ne sont pas tendres avec le plan d'économies présenté par Manuel Valls.

La plupart des éditorialistes aiguissent leur plume jeudi 17 avril sur la présentation la veille par le nouveau Premier ministre d'un plan d'économies drastiques de 50 milliards d'euros, estimant que "la potion amère du Docteur Valls" risque fort de mécontenter tout le monde.

"Manuel Valls a présenté hier une facture chargée de zones d'ombre et de non-dits, élaborée selon la technique du rabot qui consiste à rogner ici et là quelques milliards, plutôt qu'une réforme de structures", dégage Eric Decouty dans "Libération".

"Imprecise et douloureuse, la note risque finalement de mécontenter tout le monde, et notamment la majorité socialiste", ajoute-t-il.

dire les choses sur un ton martial pour leur donner de la consistance."

Dans "La Croix", Dominique Quinio prévoit des "jours de Diète". "Il ne faut pas se leurrer", prévient-elle, "aucune de ces mesures ne sera indolore, ni pour les personnes, ni pour les collectivités, ni pour les services publics. Si ce n'est pas la rigueur, ça y ressemble..."

"Privatisation massive de la richesse publique"

"Ces coups de rabot, qui frappent uniformément, donc avec une certaine injustice, le budget vital de millions de Français, ressemblent à une 'prime de nuisance' que les politiques font payer au corps social pour compenser leur propre incapacité à le réformer en profondeur", analyse pour sa part Henri Gibier, dans "Les Echos".

"Le compte n'y est toujours pas", attaque Gaëtan de Capèle dans "Le Figaro". "Il ne suffit pas de

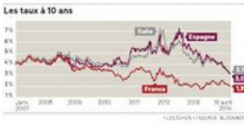
Le tour de vis social de Manuel Valls



Montebourg conditionne le 3% de déficit à des efforts de Bruxelles. Les fonctionnaires à la diète jusqu'à la fin du quinquennat. Retraites et prestations sociales gelées jusqu'en octobre 2015.

Dettes: pourquoi les marchés plébiscitent la zone euro

FINANCE Les taux d'intérêt allemand et français sont revenus au plus bas depuis presque un an, alors que les investisseurs se ruent sur la dette des pays du sud.



La banque, nouvelle frontière des géants du Net

Nucléaire: l'ASN veut pouvoir sévir davantage

ÉNERGIE L'autorité de sûreté nucléaire (ASN) veut pouvoir sévir plus vite en cas de problème sur les centrales nucléaires.

Bouteflika assuré de sa réélection à la tête d'un pays paralysé

ALGÈRE Les Algériens restent attachés à leur président malgré les difficultés économiques.



Stratégie La saga africaine de Total

L'ESSENTIEL

CHINE LA CROISSANCE RALENTIT ENCORE

LA REDOUTE SERA EN 2015 DE LA CONCURRENCE

LA MACHINE DE GUERRE PASSE AU CARRÉ DE LA CONCURRENCE

AVOIRS NON RÉGLÉS: LES ENJEUX DE LA RÉFORME

COMMENT LA BOURSE ÉVALUE LES DIRIGEANTS

Delbard

Gamm Vert

Les Echos

COMMANDE SUR INTERNET

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

LE QUOTIDIEN

II) Paris obtient de baisser un peu moins vite ses déficits

Le Monde.fr avec Reuters



"Nous avons un rythme un peu moins rapide de diminution des déficits que ce qui était prévu mais évidemment nous respectons tous nos engagements", dit Michel Sapin. | AFP/PATRICK KOVARIK

La France a obtenu de ses partenaires européens un rythme « un peu moins rapide » de baisse de ses déficits mais respectera tous ses engagements, a déclaré, jeudi 17 avril, sur RTL, le ministre des finances, Michel Sapin. Il a indiqué qu'il n'avait pas, lors de ses récents contacts, « quémandé je ne sais trop quel délai » pour ramener le déficit public à 3 % du produit intérieur brut, alors que Paris s'est engagé à le faire pour 2015.

Mais « le rythme lui-même est modifié, il a été discuté avec nos partenaires européens pour qu'il soit bien compris. Donc nous avons un rythme un peu moins rapide de diminution des déficits que ce qui était prévu mais évidemment nous respectons tous nos engagements », a dit Michel Sapin.

Le gouvernement français doit dévoiler la semaine prochaine une trajectoire actualisée des finances publiques jusqu'à la fin du quinquennat dans le cadre d'un programme de stabilité qui sera transmis à la Commission européenne. Celle-ci a ouvert une procédure pour déficit excessif contre la France depuis 2009.

La dernière trajectoire des finances publiques, actualisée à l'automne 2013, anticipait un déficit public à 3,6 % du PIB en 2014, puis 2,8 % en 2015, 1,7 % en 2016 et 1,2 % en 2017.

III) De Hollande à Valls: une passation de pouvoir?



Dominique Reynié
Professeur à Sciences PO,
directeur général de la
Fondation pour
l'innovation politique

16 avril 2014: le Premier ministre Manuel Valls précise le plan d'économies de 50 milliards d'euros. Son intervention a lieu depuis la présidence de la République. Tout serait-il dit dans cette scène étonnante?

Les instituts de sondages mesurent un écart considérable de popularité entre le président de la République et son Premier ministre. La soudaineté de cet écart -il intervient quelques jours après le remaniement ministériel-, montre que l'élan provoqué par le changement de Premier ministre ne profite pas au Chef de l'Etat qui devrait pourtant être reconnu comme son initiateur.

Je suggère une hypothèse explicative: l'arrivée de Manuel Valls à Matignon a été interprétée par les Français comme une passation de pouvoir entre le président de la République et son Premier ministre.

Il a été maintes fois observé que François Hollande peine à endosser le rôle de président de la République. Ces difficultés sont aussi bien la marque d'une personnalité lucide, mal à l'aise avec la vanité des prétentions à la toute puissance contenues dans la fonction et, plus encore, dans la procédure électorale qui en désigne le titulaire. Cependant, on ne peut s'émanciper ni des codes ni de la mise en scène de soi qu'appellent un tel système et la légende qui le traverse. Le choix d'inscrire son mandat sous le signe d'un "président normal" n'a pas empêché François Hollande d'être élu président mais de le devenir, car ni cette fonction ni cette élection n'ont à voir avec la "normalité".

Depuis le départ de Nicolas Sarkozy, l'annonce d'une présidence normale, jugée à l'aune d'une politique économique inefficace, a été peu à peu interprétée par l'opinion comme un abandon de la fonction présidentielle. Si le choix de Jean-Marc Ayrault pouvait convenir à un "hyper-président", il ne pouvait en revanche apporter la complémentarité nécessaire à François Hollande

dont le style est dominé par une forme de retrait en porte-à-faux avec l'esprit de cette élection et une bonhomie aux antipodes de la gravité attendue par une opinion profondément inquiète.

En revanche, depuis 2012, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls n'a jamais manqué une occasion de mettre en scène l'attitude que les Français associent précisément à l'exercice de la fonction présidentielle. Il faut se souvenir de la séquence qui court de la fin de l'année 2013 jusqu'aux débuts de l'année 2014. Elle englobe l'affaire Léonarda, l'affaire Dieudonné, l'échec de l'inversion de la courbe du chômage et l'affaire Julie Gayet. Au cours de cette période, c'est le ministre de l'Intérieur qui semblait prendre en charge la fermeté de l'État -dont l'expulsion de Léonarda Dibrani devenait l'expression- et la lutte pour la défense des valeurs républicaines - en surjouant une mobilisation énergique contre les spectacles de Dieudonné. Dans l'affaire Léonarda, le ministre de l'Intérieur paraissait même contredit par un président indécis et empêtré dans une négociation déroutante.

L'affaire Dieudonné ne semblait accorder aucun rôle à la garde des Sceaux, tandis que son ministère n'était pas moins concerné; le président de la République laissait tout l'espace à son ministre de l'Intérieur. François Hollande fit l'inverse de ce qui était attendu par l'opinion: laisser le ministre s'occuper de l'affaire Léonarda et rappeler pendant l'affaire Dieudonné que la Justice devait avoir son mot à dire. Pour clore cette séquence, le chef de l'Etat fut confronté à une crise déclenchée par sa vie personnelle, inscrivant dans l'imagination publique la figure d'un homme ailleurs, hors de l'Élysée, oubliant ou quittant le rôle que les Français lui avaient confié.

Par un contraste saisissant, la succession de ces tableaux donnait à penser que les attributs de la fonction présidentielle étaient récupérés par le locataire de la place Beauvau. Le choix du nouveau Premier ministre ne faisait donc aucun doute, sauf à risquer la crise de régime. Ainsi, pour l'opinion, l'arrivée de Manuel Valls à Matignon procède de l'esprit des institutions, de la nécessité d'attribuer une fonction délaissée. Voilà pourquoi l'opinion publique ne peut imputer à François Hollande le mérite de ce choix. Voilà la cause de cet écart sans précédent de popularité.

C'est au terme des élections municipales de mars 2014 que la passation de pouvoir a eu lieu. Mais c'est la gauche qui a été sanctionnée, provoquant

un remaniement dont le seul indicateur de changement est l'accès de Manuel Valls au poste de chef du gouvernement. Aussitôt, pour l'opinion, le Premier ministre est devenu un président de fait. Or, son arrivée a été provoquée par une victoire électorale de la droite et du centre. Ceux qui espèrent une dissolution doivent comprendre que, d'une certaine manière, elle vient d'avoir lieu. Nous sommes entrés en cohabitation. François Hollande dont le titre de président est désormais publiquement disputé, ne restera pas sans réagir. Passé l'état de grâce de son Premier ministre, qu'il serait inutile de contrarier, il cherchera à le replacer à l'intérieur de limites plus étroites.

Mais la riposte sera difficile, car l'échec de Valls placerait le président dans une situation catastrophique et accroîtrait les chances d'un second tour sans candidat PS en 2017. En revanche, si Valls résiste jusqu'à l'élection présidentielle, c'est qu'il aura profondément changé la donne. Il deviendra alors capable de prétendre à la candidature. Mais, dans ce cas, Valls placerait la droite dans une situation inédite et très inconfortable. Le socialisme de Hollande permet le maintien d'une droite sans imagination, classique et routinière; le social-libéralisme de Valls d'un côté, et le populisme patrimonial de Marine Le Pen de l'autre, nécessitent une droite régénérée et radicalement innovante que le retour des rodomontades anti-européennes ou la défense du social-étatisme n'annoncent pas.

Dominique Reynié dirige la Fondapol, Fondation pour l'innovation politique, think tank libéral progressiste et européen.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le député socialiste Jérôme Guedj exhume un communiqué du PS de 2011 critiquant le gel des prestations sociales du gouvernement Fillon



Jérôme Guedj © Maxppp



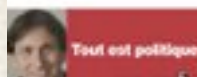
Delphine Legouté
delphine.legoute@europe1.fr

Il fait partie de ces socialistes "atterrés" par les annonces de Manuel Valls en matière d'économies. Jérôme Guedj, député membre de l'aile gauche du PS qui doit bientôt céder son poste à l'ancien ministre François Lamy dont il était le suppléant, a exhumé le 16 avril un communiqué du Parti socialiste daté de novembre 2011 et critiquant le plan de rigueur mis en place par François Fillon à l'époque. Une façon de souligner les revirements de son parti.

En novembre 2011, le PS s'emporte en effet contre le gouvernement Fillon car la revalorisation des prestations sociales est limitée à 1%. Dans le plan annoncé par le Premier ministre socialiste mercredi midi, ces dernières sont gelées durant un an.

**PLAIDOYER
POUR LES VIEUX**

Jérôme Guedj @JeromeGuedj



Nov 2011 - 2ème plan de rigueur Fillon. Revalorisation des prestations sociales limitée à 1%. Ce qu'en disait le PS: <http://www.parti-socialiste.fr/communiqués/plan-fillon-faute-davoir-le-courage-de-sattaquer-10-ans-de-gaspillages-fiscaux-le...>
9:47 PM - 16 Avr 2014

Dans ce communiqué toujours disponible sur le site du PS, on peut ainsi lire :

“Le pays a besoin de justice sociale, le gouvernement s’attaque aux plus fragiles (...) en rognant les prestations sociales et l’assurance maladie. (...) Plan de rigueur après plan de rigueur, le gouvernement se distingue par des choix imprévoyants et inconséquents qui enfonce le pays et le continent dans la crise. Et qui ne régleront rien sur le plan financier car sans croissance, la réduction des déficits et de la dette ne sera pas au rendez-vous et dans quelques semaines ou quelques mois, on nous présentera un nouveau plan de rigueur. Décidément, aucun enseignement n’a été tiré ce qui s’est passé en Grèce.”

Début novembre 2011, le gouvernement Fillon avait annoncé que les prestations sociales ne seraient indexées en 2012 que sur la croissance, à hauteur de 1%, et non sur l’inflation, à hauteur de 1.7%. Le RSA, l’allocation adulte handicapé ou le minimum vieillesse avaient en revanche été revalorisés normalement.

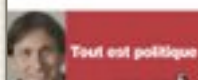
Le 16 avril, Manuel Valls a annoncé un gel des prestations sociales jusqu’en octobre 2015, excluant lui aussi de ce gel les minimas sociaux "qui continueront d’augmenter au rythme de l’inflation".

Mercredi, Jérôme Guedj s’était déjà emporté contre la méthode Valls et ses annonces faites sans en avoir averti les parlementaires :



**PLAIDOYER
POUR LES VIEUX**

Jérôme Guedj @JeromeGuedj



*Situation lunaire : les députés du groupe PS découvrent devant la télé le détail des 50 Mds de baisse des dépenses
2:05 PM - 16 Avr 2014*

europel.fr

V) Un plan d’austérité injuste, dangereux et illégitime

Par Laurent Mauduit

Blocage des rémunérations des fonctionnaires, gel des retraites et des prestations sociales, mesures d’économies sur les pauvres : Manuel Valls détaille un plan d’austérité de 50 milliards d’euros d’une violence à laquelle même la droite n’a pas eu recours. À croire que la France a été placée sous la tutelle de la Troïka européenne.

La rupture de François Hollande avec la gauche est décidément consommée ! Après avoir décidé d’organiser un plan d’allègements fiscaux et sociaux d’une ampleur historique en faveur des entreprises sans leur demander la moindre contrepartie ; après avoir nommé à Matignon le premier ministre le plus à même de mettre en œuvre cette politique néolibérale, en l’occurrence Manuel Valls, il a donné son imprimatur, mercredi 16 avril, au cours du conseil des ministres, à l’un des plans d’austérité les plus violents que la France ait connus depuis la Libération, de même nature que ceux de 1982 ou 1983. Ce plan d’austérité, dont Manuel Valls a décliné les grandes lignes en milieu de journée, présente la triple caractéristique d’être économiquement dangereux, socialement injuste et démocratiquement illégitime.

Voici ci-dessous les deux documents qui permettent de découvrir les détails de ce plan d’austérité. Le premier document est l’allocution que Manuel Valls a prononcée à l’issue du conseil des ministres, pour présenter ces mesures. Le second document a été publié dans la foulée par ses services pour présenter le détail des dispositions.

Valls presente le plan d'austerite by Laurent MAUDUIT

<http://www.scribd.com/doc/218636483/Valls-presente-le-plan-d-austerite>

Les mesures du plan d'austerite

<http://www.scribd.com/doc/218637211/Les-mesures-du-plan-d-austerite>

* Un plan d'austérité injuste

À l'examen de ce plan, qui n'est encore guère détaillé, le premier constat qui saute aux yeux est, de fait, son caractère socialement injuste. Portant sur 50 milliards d'euros d'économies qui devront être réalisées en 2015, 2016 et 2017, à hauteur de 18 milliards sur le budget de l'État, 11 milliards sur les collectivités locales, 10 milliards sur l'assurance maladie et 11 milliards sur les autres dépenses de protection sociale, il vise en somme à faire financer par les salariés modestes, les fonctionnaires, ou encore les retraités les cadeaux de plus de 36 milliards d'euros (30 au titre du « pacte de responsabilité », auxquels s'ajoutent d'autres baisses d'impôt) qui viennent d'être annoncés en faveur des entreprises.

C'est cela, la principale injustice de ce plan : il vise à organiser le plus gigantesque transfert de revenus qui ait jamais eu lieu en France des ménages, notamment les plus pauvres, vers les entreprises, y compris les plus riches.

Ce plan, qui ressemble strictement en tous points à celui qu'aurait pu présenter en des circonstances identiques un François Fillon sous la présidence de Nicolas Sarkozy, comporte, ensuite, quand on l'examine poste par poste, de nombreuses autres injustices.

– 18 milliards d'euros d'économies sur l'État.

Ce premier volet du plan d'austérité, ce sont les 5,2 millions de fonctionnaires qui vont en faire les frais puisque leurs rémunérations de base vont continuer à être bloquées. « Nous confirmons le gel du point d'indice », a en effet déclaré Manuel Valls. Ce gel a commencé en 2010, sous la présidence de Nicolas Sarkozy et devrait donc se poursuivre. Jusqu'à quand ? Jusqu'en 2017 ? La formulation utilisée par le premier ministre est assez ambiguë pour le suggérer.

Cette disposition sera socialement très lourde de conséquences, puisque les rémunérations de base des trois fonctions publiques sont bloquées continûment depuis plus de quatre ans. Ce gel va contribuer à un effondrement du pouvoir d'achat

de catégories sociales dont les revenus sont souvent faibles. À titre d'indication, l'Insee vient de publier une étude (elle est ici) qui révèle que les salaires net moyens des trois fonctions publiques ont baissé en euros constants en 2012.

Explication de l'institut : « Dans la fonction publique de l'État (FPE), ministères et établissements publics confondus, le salaire net moyen en équivalent-temps plein (EQTP) a augmenté de 1,1 % en euros courants entre 2011 et 2012. Compte tenu de l'inflation, il a baissé de 0,8 % en euros constants. Il atteint en moyenne 2 460 euros net par mois en 2012. Dans la fonction publique territoriale (FPT), l'évolution entre 2011 et 2012 est de + 1,4 % en euros courants, soit - 0,5 % en euros constants. Le salaire net moyen en EQTP est de 1 850 euros par mois en 2012. Dans le secteur hospitalier public (SHP), le salaire net moyen croît de 1,3 % en euros courants entre 2011 et 2012 et baisse de 0,6 % en euros constants. Le salaire net moyen en EQTP est de 2 240 euros par mois en 2012. »

Les fonctionnaires, qui ont très majoritairement voté pour François Hollande au second tour de l'élection présidentielle, vont donc payer un lourd tribut au plan d'austérité. L'Élysée et Matignon n'ont, toutefois, pas osé aller au-delà, en mettant en application une autre mesure sulfureuse qui avait été aussi mise à l'étude dans le groupe de réflexion constitué autour de François Hollande : un blocage des mesures de promotion ou d'avancement dans la fonction publique.

Pour ce qui concerne l'État, les autres dispositions évoquées par Manuel Valls lors de son allocution, ou dans le document publié par Matignon, restent particulièrement imprécises. Si imprécises qu'il ne faut pas exclure d'autres très mauvaises surprises lorsque le véritable détail du dispositif sera transmis au Parlement et ne pourra plus être entouré de fortes zones d'ombre.

Dans le cas des effectifs de la fonction publique, les 60 000 créations de postes dans l'éducation nationale, qui constituaient la promesse phare du candidat François Hollande, sont-elles ainsi toujours d'actualité ? Ou, comme y a réfléchi secrètement ces dernières semaines l'Élysée, ces créations pourraient-elles être légèrement revues à la baisse, d'environ 15 000 postes ?

Dans son allocution, Manuel Valls est resté très évasif, sans mentionner le moindre chiffre : « Les effectifs des ministères, hors éducation nationale,

sécurité et justice continueront de diminuer. Ces diminutions s'accompagneront toutefois de redéploiements afin de préserver nos services publics. » Le communiqué de Matignon est, lui, un tout petit peu plus précis : « Les créations d'emplois prévues dans l'Éducation nationale, la sécurité et la justice seront maintenues, dans le cadre de la priorité donnée à la jeunesse, et à la sécurité des Français. »

Toujours au titre de l'État, le document de Matignon fait cette mention qui n'a pas été remarquée parce qu'elle est très elliptique : « Les interventions de l'État seront également recentrées pour être plus efficaces. » Énoncée de la sorte, la formule passe, effectivement, inaperçue. Mais c'est un tort car il faut avoir à l'esprit que ce que les têtes d'œuf de Bercy, dans leur jargon, appellent « dépenses d'intervention » constitue une immense enveloppe budgétaire de plus de 60 milliards d'euros, soit plus que les recettes de l'impôt sur le revenu, et dans ce montant sont compris de nombreux crédits sociaux. Dans le lot, il y a ainsi ce que l'on appelle les interventions de guichet (minima sociaux, aides au logement, prestations versées aux anciens combattants, bourses scolaires ou universitaires...), mais aussi les subventions d'équilibre aux régimes spéciaux de retraite ou transferts aux collectivités locales...

Même si le gouvernement a démenti depuis plusieurs jours toute suppression des aides au logement pour les étudiants non boursiers, il faudra donc encore attendre pour savoir qui d'autre sera visé par les coupes claires dans ces crédits.

Enfin, dans ce chapitre, une dernière formulation évasive peut susciter une légitime inquiétude et inviter à penser que quelques mauvais coups sont en gestation : « Les opérateurs et autres agences de l'État verront leurs dépenses de fonctionnement et leurs interventions revues à la baisse », peut-on lire dans le document. Dit de la sorte, cela passe aussi inaperçu. Mais il faut avoir à l'esprit que les opérateurs de l'État sont au nombre de 550 (on peut télécharger la liste ici) et jouent un rôle économique et social souvent décisif (on trouvera ici beaucoup de données à leur sujet).

Un plan avec beaucoup de zones

– 11 milliards d'euros d'économies sur les collectivités locales.

Ce second volet est encore plus évasif et imprécis que le premier. Lors de son intervention, Manuel Valls n'a guère donné de détails. Et le document de Matignon se cantonne, lui aussi, à des généralités, du genre : « La Dotation Globale de Fonctionnement sera reformée dans le projet de loi de finances (PLF 2015), pour encourager les comportements vertueux et renforcer les mécanismes de solidarité financière entre collectivités riches et défavorisées. »

Mais il est fort probable que dans les semaines et les mois qui viennent, lorsque l'on aura une idée plus concrète de ce qui se trame, on découvrira des mesures lourdes de conséquences. Soit parce qu'elles contribuent à l'asphyxie financière de certaines collectivités, soit parce qu'elles poussent à des dispositions impopulaires.

– 10 milliards d'euros d'économies sur l'assurance maladie.

Ce troisième volet du plan d'austérité entretient, lui aussi, de grandes zones d'ombre sur ce que veut réellement faire le gouvernement. Le document de Matignon indique en effet trois pistes pour réaliser ces économies – mais trois pistes singulièrement floues : « - mieux organiser les parcours de soins, en renforçant les soins de premier recours, en développant la chirurgie ambulatoire, en facilitant le retour à domicile après une hospitalisation, en améliorant le suivi des personnes âgées en risque de perte d'autonomie ; - agir sur la pertinence médicale pour réduire le nombre d'actes et améliorer notre dépense de médicaments, grâce à une consommation plus raisonnée, à un plus grand recours aux génériques et à des prix davantage en adéquation avec l'innovation thérapeutique ; d'interventions inutiles ou évitables. »

Là encore, il faut donc attendre pour savoir ce que cachent ces formulations langue de bois.

– 11 milliards d'euros d'économies sur l'assurance maladie.

Ce quatrième paquet du plan d'austérité est, lui, dès à présent un peu plus précis et comprend des mesures qui auront aussi des conséquences sociales graves.

D'abord, les prestations sociales ne seront pas revalorisées pendant un an. Explication du document de Bercy : « Cette stabilité concernera

les pensions du régime de retraite de base (1,3 milliard d'euros). Le même effort pourrait être réalisé s'agissant des retraites complémentaires qui relèvent des partenaires sociaux (2 milliards d'euros). Cet effort temporaire épargnera les retraités dont les pensions sont les plus modestes puisque le minimum vieillesse continuera, lui, d'être revalorisé. Le niveau des autres prestations sociales (logement, famille, invalidité) sera également stable jusqu'en octobre 2015 (0,7 milliard d'euros). Cette mesure ne touchera pas les minima sociaux (RSA, ASS, AAH, minimum vieillesse), dont la revalorisation sera garantie. »

Cette décision va donc avoir de très graves répercussions sur les 15 millions de Français qui sont retraités, dont le pouvoir d'achat, de l'avis de tous les spécialistes, risque de s'effondrer, car cette disposition de gel des retraites de base va venir se cumuler avec l'accord survenu entre les partenaires sociaux, prévoyant que les retraites complémentaires (Agirc-Arrco) soient revalorisées d'un point de moins que l'inflation en 2013, 2014 et 2015 (lire L'accord sur les retraites rogne le pouvoir d'achat).

Sus donc aux retraités ! Mais sus aussi aux pauvres... Ne prenant visiblement soin de n'épargner aucune catégorie de Français, même les plus pauvres, François Hollande et Manuel Valls ont décidé que les bénéficiaires du RSA apporteront aussi leur quote-part au plan d'austérité. « Décidés dans le plan pauvreté de janvier 2013, les engagements de revalorisation exceptionnelle pour le RSA, le complément familial et l'allocation de soutien familial sont confirmés. Mais elles seront décalées d'une année », a dit le premier ministre.

Décryptons, pour que cela soit plus clair. Lors de sa campagne, le candidat socialiste avait pris des engagements énergiques pour faire reculer la pauvreté. Et en application de ces promesses, une conférence nationale de lutte contre la pauvreté s'est tenue à Paris les 11 et 12 décembre 2012. C'est à cette occasion qu'un plan avait été présenté, prévoyant toute une série de mesures comme la revalorisation de 10 % du RSA (Revenu de solidarité active) sur cinq ans et la création de 8 000 places d'hébergement d'urgence. Dans la vidéo ci-dessous, on peut visionner Jean-Marc Ayrault résumant les décisions de cette conférence pour le RSA.

<http://api.dmcloud.net/player/embed/4e7343f894a6f677b10006b4/50c7135d06361d29b70286b4/b459e219eabc42a5a941364e88d03bb7?exported=1></iframe>

En clair, la hausse de 1,3 % du Revenu de solidarité active (RSA) « socle » (revenu minimum pour personnes sans ressources) intervenue au 1er janvier 2014 aurait dû être complétée par une augmentation exceptionnelle de 2 % le 1er septembre 2014. Dans le cadre de ce plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le gouvernement avait en effet décidé une augmentation de 10 % d'ici à la fin du quinquennat.

Au terme du plan d'austérité, c'est donc cette hausse de 2 % qui est finalement annulée. Et du même coup, le plan pauvreté est gravement remis en cause.

Usant toujours de la langue de bois, le document de Matignon apporte aussi cette autre précision, un tantinet elliptique : « La modernisation de la politique familiale engagée en 2013 sera poursuivie, en renforçant l'équité des aides aux familles, et en orientant davantage les prestations vers l'emploi des femmes (0,8 milliard d'euros). » Traduction : cette mesure qui vise à renforcer « l'équité » – il faut être gonflé pour oser écrire cela ! – permettra de dégager 800 millions d'euros d'économies. Mais la formule est encore trop tordue pour que l'on puisse comprendre quelle disposition de la politique familiale va être rabotée...

* Un plan d'austérité dangereux

Socialement explosif, ce plan d'austérité est aussi économiquement dangereux, pour de multiples raisons.

D'abord, le gouvernement soumet les fonctionnaires, les retraités ou encore les pauvres à un violent plan d'austérité dans un seul but : trouver les financements nécessaires pour apporter les 36 milliards d'euros de cadeaux annoncés aux entreprises. Sans ces cadeaux, il n'aurait pas eu besoin de soumettre le pays à une telle purge. En clair, le plan d'austérité ne vise en rien à réduire les déficits publics, pour être en conformité avec les engagements pris auprès de Bruxelles.

Or, le gouvernement va offrir ces 36 milliards

d'euros aux entreprises sans la moindre contrepartie. Sans obtenir des entreprises des engagements en termes d'emploi ou d'investissement. Il est donc probable que ces cadeaux provoquent surtout des effets d'aubaine et viennent gonfler profits et dividendes au profit des actionnaires. C'est ce que suggérait une étude récente de l'Insee (lire Le choc de compétitivité stimulera d'abord... les profits !).

En clair, le plan d'austérité n'a aucune justification économique. À l'inverse, il risque d'avoir de nombreux effets pervers. Poussant à la baisse le pouvoir d'achat des Français, qui a subi depuis deux ans une chute sans précédent depuis 1984, il risque de replonger le pays dans l'anémie, alors que les signes de reprises sont encore extrêmement ténus.

Il y a donc une forme de dogmatisme de la part du gouvernement, dans la décision qu'il a prise de mettre en œuvre ce plan d'austérité, et dans les modalités. Car, à bien des égards, on sent la patte de la « Troïka » dans ce plan d'austérité : il est très proche de ces fameuses réformes dites structurelles dont raffolent le FMI, Bruxelles et la Banque centrale européenne. Voici donc, en somme, la France en train de suivre une voie assez proche de celle de l'Espagne. Une sorte de cercle vicieux : davantage d'austérité qui conduira à moins de croissance qui conduira à plus de déficits, qui conduira à plus d'austérité...

Ce cercle vicieux, c'est le prix Nobel d'économie Paul Krugman qui l'a le mieux décrit dans l'une de ses chroniques récentes du New York Times : « François Hollande a cessé de m'intéresser dès que j'ai compris qu'il n'allait pas rompre avec l'orthodoxie destructrice de l'Europe et son parti pris d'austérité. Mais maintenant, il a fait quelque chose de vraiment scandaleux. Ce qui me choque, c'est qu'il souscrive désormais aux doctrines économiques de droite, pourtant discréditées. (...) Quand François Hollande est arrivé à la tête de la deuxième économie de la zone euro, nous sommes quelques-uns à avoir espéré qu'il se dresse contre cette tendance. Mais comme les autres, il s'est soumis, soumission qui vire désormais à la faillite intellectuelle. L'Europe n'est pas près de sortir de sa deuxième "grande dépression". »

* Un plan d'austérité illégitime

C'est la dernière réflexion à laquelle invite ce plan d'austérité : s'il apparaît stupéfiant, c'est aussi

parce qu'il est mis en œuvre, comme dans une folle fuite en avant, par un pouvoir qui vient d'être gravement sanctionné, précisément pour avoir ébauché cette politique d'austérité.

Ce plan prend donc des allures de provocation. Alors que la gauche est fracturée comme elle ne l'a jamais été ; alors que la majorité présidentielle vient d'implorer et que les Verts viennent de sortir du gouvernement ; alors que la fronde a gagné jusqu'aux rangs socialistes, avec des députés de l'aile gauche qui refusent de voter la confiance au nouveau gouvernement, François Hollande, plus isolé que jamais, continue, tête baissée, dans son impasse. Pas un geste social en direction des pauvres, pas un geste en direction des députés de son propre parti, il use des pouvoirs exorbitants que lui confèrent les institutions de la Ve République pour faire l'exact contraire de ce que semble vouloir le pays.

Cet entêtement-là, où conduira-t-il ? Depuis de longs mois, François Hollande attise contre lui une colère qu'il fait mine de ne pas entendre. Une colère qui va encore grossir...

mediapart.fr

VI) Europe : « Il faut changer les critères de Maastricht », selon Cambadélis



© AFP

Jean-Christophe Cambadélis, nouveau premier secrétaire du Parti socialiste, a déclaré jeudi que "tout l'objet de la campagne des européennes" serait de "changer les critères de Maastricht" pour retrouver la croissance économique, faute de quoi le programme annoncé par Manuel Valls ne sera pas "suffisant."

Comme Europe 1 lui demandait si le programme

d'économies annoncé mercredi par Manuel Valls serait suffisant, M. Cambadélis a répondu: "c'est déjà un commencement. Ce ne sera pas suffisant s'il n'y a pas de croissance. Pour cela, il est nécessaire que l'Europe tire la croissance et pour cela, il faut une toute autre orientation à Bruxelles. C'est toute la question des élections européennes et d'une nouvelle majorité au Parlement européen."

"Oui, il faut changer les critères de Maastricht qui ont été élaborés avant la crise. C'est tout l'objet de la campagne des élections européennes. Il faut les changer il faut changer leur contenu et la trajectoire", a insisté le député de Paris.

M. Cambadélis s'est dit "très heureux qu'on ait pu gagner un peu de temps sur la réduction des déficits" et "espère qu'avec une nouvelle présidence de la commission, on sera dans une nouvelle situation pour discuter des déficits", après les propos du Ministre de l'Economie, Michel Sapin, sur un "changement de rythme" obtenu à Bruxelles sur la question des déficits.

La France respectera-t-elle le plafond de 3% de déficit en 2015? Réponse de M. Cambadélis: "En tant que dirigeant du Parti socialiste, je dis que cela n'est pas obligatoire. Mais il y a des engagements de la France qui ont été pris au moment du référendum de Maastricht. Je ne suis pas choqué que la France respecte ses engagements mais en tant que dirigeant du PS, je combattrai pour desserrer cet étai sur l'ensemble des économies européennes pour qu'il y ait de la croissance."

"Le combat des socialistes en Europe, c'est bien sûr pour une rigueur économique mais socialement et économiquement supportable. Et on ne peut pas la supporter si on reste dans le dogmatisme. Il faut une nouvelle croissance en Europe, on ne s'en sortira pas sans cela. Il faut la tirer, la nourrir, la construire. Tout le monde doit comprendre que pour cela il faut changer d'orientation à Bruxelles", a insisté le successeur de Harlem Désir à la tête du PS.

S'agissant du programme détaillé par M. Valls, il estime que "personne n'est pris au dépourvu: 50 milliards d'économies, on ne peut pas penser que cela se ferait de manière indolore. Il faut par contre être juste. C'est pour cela que les socialistes ont demandé de préserver le pouvoir d'achat des petites retraites. Et peut-être, nous le demandons à Manuel Valls, un petit coup de pouce sur le RSA", a déclaré M. Cambadélis.

Interrogé enfin sur l'attitude des parlementaires socialistes sur ce programme, il a eu ce commentaire en forme d'avertissement: "Pas de crise, n'ajoutons pas la crise à la crise".

publicsenat.fr

VII) Retraités, handicapés, précaires: les annonces de Valls ne passent pas



Le Premier ministre Manuel Valls à l'hôtel Matignon, le 17 avril 2014 à Paris | Eric Feferberg

Le plan d'économies annoncé mercredi par Manuel Valls, qui prévoit notamment le gel des prestations sociales jusqu'en octobre 2015, ne passe pas auprès des associations défendant les plus pauvres, les retraités ou les handicapés, pour qui "il va aggraver la précarité".

Les associations réunies au sein du collectif Alerte, qui réunit 38 fédérations ou associations nationales et 15 collectifs locaux, ont estimé jeudi que ces mesures d'économies allaient se faire "au détriment des plus pauvres".

"L'annonce du gel des prestations sociales et de la revalorisation du RSA jusqu'en octobre 2015 est non seulement un message désespérant pour les plus fragiles (...) mais un choix politique injuste et irresponsable face à l'augmentation de la pauvreté dans le pays", a-t-il ajouté.

Le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté adopté en janvier 2013 prévoyait notamment une revalorisation progressive du RSA de 10% jusqu'en 2017, a-t-il rappelé, exprimant "la colère" des associations de solidarité devant son report d'une année.

"Autre injustice, le gel de l'APL (aide au logement), qui va toucher plus de 4 millions de bénéficiaires, majoritairement des personnes à bas revenu ou qui vivent sous le seuil de pauvreté, ne fera qu'aggraver la crise du logement et les impayés de loyer", a ajouté le collectif.

Parmi les membres du collectif figurent la

Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), le Secours Catholique, la Croix Rouge Française, le mouvement ATD Quart Monde, Emmaüs France, la Fondation Abbé Pierre ou encore Les petits frères des pauvres.

L'Union nationale des retraités et personnes âgées (UNRPA) s'est dite de son côté "atterrée" par l'annonce du plan, qui a pour conséquence, selon elle, "la baisse du pouvoir d'achat de millions de familles".

"Durant le même temps, des milliards sont consentis aux entreprises sans contrepartie, ni obligation de créations d'emplois", écrit l'UNRPA. L'association se dit "indignée" des choix du gouvernement et affirme qu'elle "participera à toute initiative et toute manifestation contre l'austérité et la récession imposée à l'ensemble de la population, et en particulier aux retraités".

Le plan d'économies "aggrave la précarité" des handicapés, a encore estimé jeudi l'Association des Paralysés de France (APF).

Le gel des pensions d'invalidité jusqu'en octobre 2015 représente "une perte sèche de pouvoir d'achat pour les nombreuses personnes en situation de handicap qui en bénéficient", a regretté l'APF.

En outre, si l'Allocation adulte handicapé (AAH) "n'est pas gelée, elle n'en reste pas moins largement sous le seuil de pauvreté", a-t-elle ajouté.

Manuel Valls a détaillé mercredi le plan d'économies de 50 milliards d'euros sur la dépense publique entre 2015 et 2017, dont 11 milliards toucheraient des dépenses sociales. En première ligne, les prestations sociales qui ne seront pas augmentées du montant de l'inflation jusqu'en octobre 2015. Cette mesure, qui ne touchera pas les minima sociaux, comme le Revenu de solidarité active (RSA) ou le minimum vieillesse, n'irait pas au-delà de 2015, a promis M. Valls.

leparisien.fr-AFP

VIII) Plan d'économies : une autre voie est possible pour plus de justice sociale et plus d'efficacité économique

Avec plusieurs députés socialistes au nom de la centaine de parlementaires qui se sont exprimés il y a quelques jours pour demander un nouveau contrat de majorité, nous avons écrit à Manuel Valls, Premier ministre, pour lui faire part de notre désaccord quant au plan d'économies de 50 milliards d'euros qui a été annoncé. Ce désaccord vient d'une analyse différente de la situation économique de notre pays et des mesures nécessaires à recréer de la croissance et de l'emploi, désaccord aussi car nous considérons que ce plan fait peser la grande majorité des efforts sur les classes populaires et les classes moyennes.

Pour cela, nous proposons une autre voie, d'autres mesures alliant des économies, certes, mais limitées à 35 milliards d'euros au lieu des 50 prévus, mais aussi un soutien au pouvoir d'achat et à l'investissement public. Nous voulons aussi revenir sur la nécessaire réforme fiscale qui créera plus d'égalité dans notre pays. Nous voulons enfin, et même peut-être surtout, faire de la bataille réellement menée au niveau européen contre l'austérité généralisée, la marque de la Gauche au pouvoir en France.

Cette démarche empreinte de responsabilité et de loyauté est aussi pleinement déterminée : pour faire entendre la voie des députés, véritables acteurs des choix politiques pris par le pays, pour faire comprendre le message que les Français nous ont envoyés lors des élections municipales. Nous sommes prêts à dialoguer car nous pensons en conscience que nos propositions seront plus utiles à notre pays et à la gauche aujourd'hui.

<http://www.danielgoldberg.fr/wp-content/uploads/2014/04/Lettre-au-Premier-Ministre.pdf>

LAPRESSEENREVUE.EU

danielgoldberg.fr

A Suivre...
La Presse en Revue